

n° 1135

Hebdomadaire - 2 octobre 1986 - 8,5 F

D 1135 NICARAGUA: DES ANALYSES CONTRADICTOIRES

Dans ce dossier nous reproduisons trois textes qui illustrent de façon saisissante le fossé qui sépare les Nicaraguayens à propos des réalités nationales.

Le premier texte est de Jaime Chamorro, co-directeur du journal "La Prensa" fermé par le gouvernement le 27 juin 1986 "pour une durée indéterminée", soit le lendemain du vote par la Chambre des représentants du Congrès nord-américain d'une aide de 100 millions de dollars à l'opposition nicaraguayenne armée (cf. DIAL D 1130). C'est le reflet de la thèse nord-américaine sur le Nicaragua: le danger que représente ce pays pour les Etats-Unis n'est pas d'ordre militaire mais idéologique. L'article de Jaime Chamorro a été publié par The Washington Post du 3 avril 1986, à l'occasion du premier débat au Congrès des Etats-Unis.

Le deuxième texte est signé du cardinal Obando. Il a paru également dans The Washington Post, le 12 mai 1986, à l'occasion du deuxième débat au Congrès nord-américain sur l'aide aux "contras". Dans ce texte, le cardinal fait état des mesures gouvernementales contre certains secteurs d'Eglise et situe le conflit dans la problématique Est-Ouest.

Le troisième texte émane du Père César Jérez, jésuite de l'Université centro-américaine de Managua, ancien provincial des jésuites d'Amérique centrale. C'est la conférence publique qu'il a donnée dans le cadre du Katholikentag qui s'est tenu à Aix-la-Chapelle, en R.F.A., du 10 au 14 septembre 1986. L'analyse du P. Jérez sur la situation nicaraguayenne diverge totalement de celles de Jaime Chamorro et de Mgr Obando: grâce à une révolution essentiellement nationaliste, les masses pauvres sont devenues le "nouveau sujet historique" dans la construction de la société et l'Eglise est en situation de pouvoir mener à bien sa tâche pastorale axée sur "le choix prioritaire des pauvres".

Note DIAL

1 - Article de Jaime Chamorro, vice-directeur de "La Prensa", dans "The Washington Post" du 3 avril 1986, à l'occasion du débat à la Chambre des représentants du Congrès nord-américain sur une aide de 100 millions de dollars à l'opposition armée du Nicaragua**"N'ABANDONNEZ PAS LE PEUPLE DU NICARAGUA"**

par Jaime Chamorro

Jaime Chamorro est éditeur de "La Prensa", le quotidien qui avait été un leader dans le combat couronné de succès qui devait chasser la dictature de Somoza du Nicaragua. C'est maintenant une des personnalités les plus en vue de l'opposition démocratique interne au gouvernement sandiniste. Nous lui avons demandé de donner son avis sur le débat qui se tient actuellement au Congrès au sujet de la reprise d'une aide militaire des Etats-Unis à l'opposition armée, "les Contras".

Managua - Comme on discutait au Congrès la question de savoir s'il fallait envoyer une aide de 100 millions de dollars aux rebelles antisandinistes, l'évêque de Léon au Nicaragua, Mgr Juan Barni, en donna le commentaire suivant: "Tandis que les Etats-Unis sont en train de discuter sur ces 100 millions, l'Union soviétique a déjà donné 100 millions et bien davantage, sans discussion." Mgr Barni ajoutait: "Ce qu'il faut

D 1135-1/11

c'est que les deux grandes puissances, et pas seulement une, arrêtent de compliquer les choses au Nicaragua. Le peuple nicaraguayen s'est battu pour établir un régime vraiment démocratique et il espère y arriver. Voilà ce qui importe le plus."

Le problème du Nicaragua, en effet, n'est pas seulement un problème du peuple nicaraguayen: la perte de sa liberté, de ses droits civiques et politiques. Le problème n'est pas seulement l'absence totale de démocratie et de pluralisme politique ou de la suppression de la liberté d'expression. Ce n'est pas davantage le seul problème du mécontentement qui résulte des mêmes conditions sociales et économiques désastreuses ayant provoqué la révolution. Ce n'est pas non plus la persécution de l'Eglise, comme si nous n'en avions jamais vu tout au long de l'histoire de notre pays. Pas davantage celui des 10.000 prisonniers politiques.

En plus de tous ces malheurs que nous vu apparaître et disparaître sous une forme ou sous une autre dans la plupart des pays latino-américains c'est, dans le cas présent, l'apparition d'une situation particulièrement grave: les sandinistes sont en train de transformer la révolution nicaraguayenne, pour laquelle combattirent tous les Nicaraguayens, en une révolution servant les desseins du marxisme-léninisme. C'est-à-dire qu'ils se saisissent d'un mouvement national pour en faire la tête de pont de l'expansion communiste. Et pour cette cause, ils ont sacrifié l'intérêt national.

Avant que les sandinistes atteignent leur but, les Nicaraguayens qui luttent pour la démocratie sont en droit de demander de l'aide d'où qu'elle vienne. C'est une cause bien trop importante pour risquer de la perdre. Pour le peuple nicaraguayen l'issue toute proche est d'une telle importance qu'il n'a pas à hésiter un seul instant sur le choix à faire. L'avenir de la liberté de générations de Nicaraguayens en dépend.

Ceux qui argumentent qu'apporter une aide aux rebelles nicaraguayens constitue une violation du "principe du droit des peuples à l'auto-détermination" sont dans l'erreur. Ces gens semblent oublier, ou peut-être oublient volontairement, que l'auto-détermination s'applique aux peuples et non pas aux gouvernements dictatoriaux qui ne représentent pas légitimement la volonté du peuple.

Ils s'efforcent aussi d'oublier que ces mêmes sandinistes ont reçu une aide militaire directe d'autres pays à l'époque où ils combattaient pour renverser la dynastie Somoza. Et malgré le fait que les sandinistes recevaient de l'aide sous la forme d'armement, personne n'a accusé ces pays d'être coupables d'agression à l'égard du Nicaragua. La raison en est que le régime Somoza, pas plus que les sandinistes actuellement, ne représentait la volonté du peuple.

Les peuples libres du monde, et particulièrement les Américains du Nord et du Sud, ne doivent pas en cette heure critique abandonner le peuple du Nicaragua car son combat est aussi un combat pour l'avenir des démocraties occidentales. Le Nicaragua est devenu un point important dans la confrontation Est-Ouest. Que le Nicaragua puisse à long terme jouer un rôle déterminant dans l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest, et finalement dans la sécurité des Etats-Unis et du bloc occidental, peut paraître une exagération. Mais tout dépend des actions futures et de la capacité des démocraties à se défendre.

Aux Etats-Unis, le débat porte sur le point de savoir si les sandinistes représentent une menace sérieuse pour la sécurité des Etats-Unis. Le président Reagan prétend que c'est le cas. Le président du Nicaragua, Daniel Ortega, a déclaré qu'il était prêt à discuter des problèmes de sécurité de la région mais que, sur la situation intérieure du Nicaragua, il refusait de parler avec quiconque.

Récemment deux membres du Congrès nord-américain ont débattu à la télévision sur la question de savoir s'il fallait donner 100 millions de dollars aux rebelles. L'un

d'eux, opposé à l'aide, a déclaré: "Comment est-il possible qu'un pays si petit, avec une population de 3 millions d'habitants, puisse constituer une menace pour une puissance militaire comme celle des Etats-Unis? Contre une puissance telle que les Etats-Unis il est impensable qu'un seul avion ou qu'un seul tank puisse atteindre San Antonio, au Texas, sans être détruit."

En entendant la déclaration de ce membre du Congrès je n'ai pu croire qu'il parlait sérieusement. Le danger n'est pas militaire: bien évidemment, quand nous disons "militaire" nous pensons à une guerre entre les Etats-Unis et le Nicaragua. Le danger tient à ce que la révolution sandiniste n'est pas la révolution du peuple nicaraguayen. Managua est remplie d'internationalistes de pays latino-américains qui cherchent à influer sur cette révolution et qui ont pour visée l'expansion de l'influence communiste et de la domination soviétique dans cette région.

Le Nicaragua, avec une armée de 60.000 hommes (1) (l'armée de Somoza n'en avait que 7.000) ne peut pas constituer une menace militaire, pas plus que Cuba dont l'armée et la milice comptent un million d'hommes. Cette idée absurde d'une menace militaire directe de la part des sandinistes est une tentative de camouflage du vrai danger que représentent les sandinistes (2).

Leur stratégie consiste à renforcer leur régime communiste au Nicaragua en sacrifiant la liberté du peuple nicaraguayen, cependant que, de Managua, ils inspirent, aident et arment dans toute l'Amérique latine des insurrections, des "mouvements de libération nationale" qui vont transformer le continent tout entier en une immense base insurrectionnelle.

A l'heure actuelle cela paraît peut-être absurde de penser que le Nicaragua puisse être une menace militaire sérieuse pour les Etats-Unis, mais dans l'avenir cela pourrait paraître bien plus sérieux. Tôt ou tard, dans vingt ou trente ans, l'Amérique latine sera près de succomber d'une façon ou d'une autre à la domination communiste. Le Mexique ne constitue pas nécessairement une exception. Ce pourrait bien être un jour le premier pays à tomber. De plus, le Mexique est considéré par les communistes comme l'Etat qui convient le mieux à leur stratégie.

Si cela se produit un jour, l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest sera définitivement en faveur de l'Est et une dépense de 100 millions ou d'un milliard de dollars ne modifiera pas cette tendance. Cela pourra amener une guerre mondiale au seuil même des Etats-Unis. Quand l'Amérique latine, ou une grande partie de l'Amérique latine, sera sous l'influence du bloc de l'Est, l'OTAN ne sera plus en Europe; il sera à San Antonio, au Texas.

Mais si le président du Nicaragua désire ouvrir le dialogue sur le problème de la sécurité des Etats-Unis, pourquoi pas? Nous croyons que le dialogue est nécessaire. Ce ne serait pas un dialogue uniquement sur la sécurité des Etats-Unis, mais aussi sur la démocratie et la liberté - une chose qui rebute les sandinistes, parce que restaurer la démocratie et la liberté au Nicaragua serait signer leur arrêt de mort politique. La négation du système qui a été instauré sera la fin de leurs visées internationalistes et expansionnistes.

De plus, les sandinistes n'ont pas de raison, ou pas de motivation, pour entamer des négociations parce que la contre-révolution est dans un état lamentable. Tout cela parce que Reagan n'a pas et n'aura pas la possibilité, par suite de l'opposition du Congrès, d'apporter une aide efficace qui permettrait à la résistance d'atteindre

[1] Dans le texte en espagnol publié dans "Nicaragua Hoy" supplément à "La Nación" [Costa Rica] du 31 mai 1986, il est question de 100.000 hommes et non pas de 60.000 [NdT].

[2] Le texte dans "Nicaragua Hoy" est: "Cette idée absurde que le Nicaragua est un danger militaire direct contre les Etats-Unis a été vendue à de nombreux ingénus pour camoufler le vrai danger que représentent les sandinistes" [NdT].

ses objectifs. Dans des négociations on fait des concessions mutuelles. Les sandinistes ont beaucoup à offrir; Reagan, rien: le Congrès a déjà donné.

Daniel Ortega espère parvenir à l'élimination totale de la contrerévolution en échange de la promesse de ne pas être une menace militaire pour les Etats-Unis ou les voisins du Nicaragua, de ne pas permettre aux Soviétiques d'installer des bases militaires, et de renvoyer tous les conseillers cubains. Avec cela les sandinistes pourraientachever de consolider leur régime, ce qui leur ouvrirait la route pour continuer leurs visées expansionnistes par des moyens non militaires, mais non moins dangereux ou efficaces.

Comme l'écrit Jean-François Revel dans son livre "Comment les démocraties finissent" (3) : "(La démocratie) ne se réveille que lorsque le danger devient mortel, imminent, évident. Mais alors, soit le temps lui manque pour qu'elle puisse le conjurer, soit le prix à payer pour survivre devient accablant."

(Traduction DIAL de l'américain)

2 - Article de Mgr Obando, cardinal-archevêque de Managua, dans "The Washington Post" du 12 mai 1986, à l'occasion de la reprise du débat à la Chambre des représentants du Congrès nord-américain sur une aide de 100 millions de dollars à l'opposition armée du Nicaragua

NICARAGUA: LES SANDINISTES NOUS ONT BAILLONNÉS ET LIGOTÉS"

par Miguel Obando y Bravo

Pour éclairer la scène interne du Nicaragua tandis que le Congrès est en train d'aborder la question de savoir s'il reprendra ou non l'aide militaire aux contras nicaraguayens, nous avons invité le cardinal Miguel Obando y Bravo, archevêque de Managua, à donner son point de vue.

Votre message me demandant de vous donner un article m'est arrivé le dimanche 13 avril, juste comme j'achevais la célébration de la Messe, et ma première réaction a été de ne pas répondre à votre demande. Je ne dois pas confondre ma mission pastorale avec d'autres, quelle que soit leur valeur, telles la politique ou le journalisme, qui sont très différentes de la mission que Notre Seigneur m'a confiée. Mais d'autre part, je ne suis pas dans l'obligation de me taire. Comme homme, comme citoyen, comme chrétien et même comme évêque, j'ai un certain nombre de devoirs dont je dois m'acquitter et ces devoirs me poussent à accéder à votre requête.

A la messe que je venais de célébrer j'avais dû annoncer, avec grande peine, que quelques-uns des bureaux de l'archevêché, occupés par la police de sécurité de l'Etat depuis octobre 1985, avaient été confisqués sur ordre du gouvernement en dépit du fait qu'ils étaient bâtis sur un terrain occupé par la nonciature apostolique.

Dans ces bureaux il y avait une petite machine à imprimer offerte par la conférence des évêques allemands et qui servait pour imprimer notre bulletin "Iglesia", une publication strictement interne à l'Eglise. La machine et le bulletin ont été saisis par la police de sécurité de l'Etat ainsi que tous les dossiers, y compris les registres de baptême et mon propre sceau personnel.

Pendant la messe, j'ai lu la lettre pastorale que nous, évêques du Nicaragua, avions écrite pour la Semaine-Sainte (4). La chaire est maintenant notre seul moyen

[3] Page 12 [NdT].

[4] Cf. DIAL D 1114 [NdT].

de faire circuler les informations puisque la lettre pastorale a été entièrement censurée et retirée des pages du journal "La Prensa", le seul journal privé du pays qui avait voulu la publier mais en vain. Nous croyons que la raison de cette censure est que, pour la seconde fois, nous appelions le Nicaragua à la réconciliation et au dialogue comme seul chemin de paix.

Il a aussi été annoncé que le bulletin dominical, avec les prières et les textes du jour, ne serait pas disponible parce qu'il avait été saisi, et que mon homélie dominicale ne paraîtrait pas dans "La Prensa", laquelle homélie, sous le titre "La voix de notre pasteur", avait été publiée pendant de longues années, car elle avait été censurée malgré le soin apporté à éviter la plus petite chose qui aurait pu servir de prétexte à la censure.

"Radio-Católica", la seule station de radio catholique, a été fermée par l'Etat il y a plusieurs mois déjà. C'est alors, quand l'Eglise était bâillonnée et ligotée, que votre demande est arrivée.

La lecture du jour, tirée des Actes des Apôtres, parlait d'un incident qui a troublé ma conscience. Le Sanhédrin envoya chercher Pierre et Jean dans l'intention de les réduire au silence. Mais Pierre et Jean leur répliquèrent: "Est-ce bien aux yeux de Dieu de vous obéir plutôt qu'à Dieu? Jugez vous-mêmes; nous ne pouvons renoncer à parler de choses que nous avons vues et entendues." (Actes 4, 18-20)

Il m'est apparu que je devais dire la vérité, même au risque d'être une voix qui "crie dans le désert". Je voudrais expliquer à ceux qui ont des oreilles pour entendre la situation délicate de notre Eglise et le danger sérieux que nous courons du simple fait de parler à haute voix.

Il me revient à l'esprit l'incident rapporté au chapitre 22 de Matthieu: "Alors, les Pharisiens sortirent et se mirent d'accord sur un piège qui le prendrait à ses propres paroles." La méthode choisie par eux consistait à en appeler hypocritement à son autorité spirituelle: "Maître, vous êtes un homme honnête, nous le savons. Vous enseignez en toute honnêteté les chemins de Dieu. Donnez-nous une ligne de conduite sur ce point: faut-il, oui ou non, payer l'impôt à César?" Jésus connaissait leur intention maligne. Il leur dit: "Hypocrites, pourquoi essayez-vous de me prendre au piège?"

L'histoire se répète et telle est la situation des évêques nicaraguayens, une situation que nous avons dénoncée dans notre récente lettre pastorale. On en appelle à notre autorité morale et notre position de chefs spirituels du peuple. On nous demande de faire une déclaration sur un point extrêmement délicat de politique. Mais l'objectif réel n'est pas de chercher une orientation morale mais de se servir de notre déclaration pour manipuler l'opinion.

Si Jésus avait répondu que les impôts devaient être payés à César, il aurait été considéré comme un collaborateur des impérialistes romains occupant le pays. S'il avait répondu qu'il ne fallait pas le faire, il aurait été considéré comme un criminel et un agitateur violent les lois du pays. S'il n'avait pas répondu du tout, il aurait perdu toute autorité aux yeux du peuple.

On nous demande de faire une déclaration sur l'aide des Etats-Unis aux insurgés. Les médias sous contrôle de l'Etat, les organisations de masse au service du système et leurs alliés dans la soi-disant Eglise populaire, ainsi que le ministre des affaires étrangères, le Père Miguel d'Escoto, réclament à grands cris une déclaration de notre part. Mais comme je l'ai déjà dit, ce n'est pas une orientation morale qu'ils recherchent, car notre conférence épiscopale a déjà déclaré à plusieurs reprises qu'elle s'opposait à toute ingérence étrangère que ce soit de la part des Etats-

Unis ou de l'Union soviétique (lettre pastorale du 22 avril 1984) (5). Leur intention est de se servir de la déclaration pour une manipulation.

Alors qu'aucun effort n'a été épargné pour supprimer nos précédentes déclarations, on voudrait donner à cette déclaration une publicité internationale. Non pour les fidèles, mais pour le Congrès nord-américain. Mais nous ne sommes pas les pasteurs du Congrès des Etats-Unis.

Si nous apportions notre soutien à l'aide militaire aux insurgés, nous serions poursuivis comme traîtres (6). Si nous nous opposions à cette aide, nous serions accusés de prendre parti, ce qui nous disqualifierait automatiquement comme pasteurs aux yeux de tout le peuple. Si nous nous taisons, notre silence sera considéré comme coupable, le silence de la complicité.

On peut argumenter à cela que la conférence épiscopale des Etats-Unis a plus d'une fois fait des déclarations en matière politique. Mais il y a une grande différence: les déclarations des évêques américains sont faites dans la liberté; elles sont adressées à leurs propres fidèles; et leur but est de donner une orientation morale. Ils peuvent faire de telles déclarations dans une liberté totale, et ils peuvent donner leurs raisons car ils ont pleinement accès aux médias. Leurs paroles ne sont pas censurées, faussées ou déformées. Mais par-dessus tout, leurs déclarations n'en font pas des criminels ou des traîtres à leur pays.

Au Nicaragua tout dissident de la cause sandiniste peut être mis hors la loi grâce à une déformation ingénieuse de la vérité.

Le gouvernement, avec tous les médias sous son contrôle, s'est donné beaucoup de mal pour convaincre le monde extérieur que ce qui arrive est essentiellement une attaque directe des Etats-Unis contre notre pays. Qu'il y a une guerre, ouverte ou camouflée, entre les deux pays et que, par conséquent, toute forme d'assistance à l'ennemi, matérielle ou morale, est punissable par la loi.

Dans le même sens et avec une égale insistance, il rejette à la fois l'idée qu'un conflit Est-Ouest a fait de notre pays une carte dont on peut disposer, un pion dans le jeu entre les grandes puissances, et la réalité d'une guerre civile. Un nombre énorme de Nicaraguayens s'oppose de toutes leurs forces au tour pris par une révolution qui a trahi les espoirs du peuple nicaraguayen et même ses propres promesses.

Admettre la réalité d'un conflit Est-Ouest serait reconnaître que les sandinistes sont simplement un instrument au service des intérêts soviétiques, comme les forces insurgées le sont pour les Etats-Unis. Si ce point est admis, l'aide de l'un est aussi déplorable que l'aide de l'autre. Ce qui amènerait nécessairement le départ des conseillers soviétiques et cubains, de même que celui de toutes les forces militaires des Etats-unis.

Si l'on admet la réalité d'un conflit interne entre Nicaraguayens, il faudrait en conclure que les dissidents insurgés sont aujourd'hui dans la même position que les sandinistes hier; et donc qu'ils ont les mêmes droits qu'ont eus les sandinistes à chercher de l'aide auprès des autres nations qu'ils ont de fait demandée et obtenue quand il s'agissait de combattre une terrible dictature.

Accepter ce raisonnement signifierait donner aux insurgés le titre de "rebelles", un titre que les sandinistes se sont eux-mêmes orgueilleusement donné dans le passé.

[5] En réalité, la lettre pastorale d'avril 1984 parle de "puissances étrangères" qui profitent de la situation "pour fomenter l'exploitation économique et l'exploitation idéologique". Il est difficile de reconnaître ici les Etats-Unis... Il faut attendre la lettre pastorale d'avril 1986 pour que les évêques procèdent à un rééquilibrage entre Union soviétique et Etats-Unis. Jusqu'alors seule prévalait la thèse de l'ingérence soviétique. On peut, semble-t-il, attribuer ce rééquilibrage aux quelques évêques qui ne partagent pas tout à fait l'analyse du cardinal Obando [NdT].

Le seul argument possible à opposer à ce raisonnement est que, contrairement à la dictature de Somoza que le peuple nicaraguayen a combattue presque unanimement, ce gouvernement est un gouvernement démocratique légitimement constitué, qui place les intérêts du peuple nicaraguayen au-dessus de tout combat idéologique ou de toute cause internationale, qui cherche le bien-être et la paix pour le peuple, et qui jouit du soutien d'une majorité écrasante.

Malheureusement ce n'est pas non plus la vérité. Accepter cela comme une vérité indiscutable, c'est ignorer l'exode massif des Indiens Miskitos qui, à plusieurs reprises, se sont enfuis par milliers accompagnés de leur évêque, Salvador Schlaeffer(7). C'est aussi ignorer le départ par dizaines de milliers de Nicaraguayens, hommes et femmes de tout âge, de toute profession, de tout niveau social et de toutes convictions politiques. C'est aussi ignorer qu'un grand nombre de dirigeants ou de membres de la contre-révolution étaient autrefois des dirigeants ou des membres du Front sandiniste ou étaient ministres du gouvernement sandiniste. C'est ignorer le manque de toute justification des violations de la liberté de la presse et de la parole, les plus terribles qu'ait connues l'histoire de notre pays. C'est ignorer les restrictions progressives et étouffantes des libertés publiques, sous le couvert d'une loi interminable d'état d'urgence national, et les violations continues des droits de l'homme. C'est ignorer l'expulsion de prêtres et l'exode massif de jeunes appelés au service militaire. Rien de ceci n'existe qu'au gouvernement à la sympathie et le soutien général du peuple.

Et voilà ce que les évêques du Nicaragua souhaitent dire:

"Il est urgent et décisif que les Nicaraguayens, libres de toute ingérence ou idéologie étrangère, trouvent une issue à la situation de conflit que vit notre patrie. Nous réaffirmons aujourd'hui avec solennité ce que nous disions dans notre lettre pastorale du 22 avril 1984, pour la Pâque de la Résurrection: "Des puissances étrangères profitent de notre situation pour fomenter l'exploitation économique et l'exploitation idéologique. Elles nous considèrent comme une simple base d'affirmation de leur domination, sans respect aucun de notre personnalité, de notre histoire, de notre culture et de notre droit à décider par nous-mêmes de notre destin. En conséquence, la majorité du peuple nicaraguayen vit dans la crainte du présent et dans l'insécurité de l'avenir, se sent profondément frustrée et appelle la paix et la liberté; mais sa voix ne se fait pas entendre, étouffée qu'elle est par la propagande guerrière de part et d'autre".

Nous estimons que toute forme d'aide, quelle que soit son origine, conduisant à la destruction, à la douleur et à la mort de nos familles, ou bien à la haine et à la division entre Nicaraguayens, est condamnable. Choisir l'anéantissement de l'ennemi comme seule voie possible de la paix, c'est inévitablement choisir la guerre.

L'Eglise est la première à vouloir la paix et à chercher à la construire par le moyen de la conversion et de la pénitence.

A mesure que passe le temps et que se calment les passions, l'homme voit plus clairement combien imprudents et irresponsables ont été les arguments ou raisons de l'intransigeance des hommes politiques d'hier quand ils se sont refusés au dialogue et ont lancé le peuple dans la guerre" (8)

L'Eglise propose la réconciliation par le dialogue comme la seule solution valable, le seul chemin vers la paix; et elle maintient, selon les paroles de Jean-Paul II lors de sa visite en El Salvador, en mars 1983, que ce dialogue "n'est pas une tactique attentiste pour renforcer les positions de ceux qui choisissent de continuer le combat, mais un effort sincère, par la recherche de solutions appropriées, pour répondre à

[7] Dans ce qu'on appelle "l'affaire Schlaeffer", des zones d'ombre subsistent sur les conditions dans lesquelles Mgr Schlaeffer a accompagné l'exode d'un groupe d'Indiens. Cf. DIAL 914 [NdT].

[8] L'exégèse de ce texte fait ressortir les deux lignes de pensée qui traversent l'épiscopat nicaraguayen. La première phrase du premier paragraphe et le second paragraphe sont des amendements à la rédaction originelle plus unilatérale [NdT].

à l'angoisse, à la douleur, à l'usure et à la fatigue des hommes nombreux qui réclament la paix: tous ceux qui veulent vivre, se relever de leurs cendres et trouver la chaleur dans le sourire des enfants, libérés de la terreur et dans un climat de coopération démocratique."

Ce texte a été censuré par le gouvernement sandiniste.

On nous demande de faire une déclaration contre l'aide étrangère. L'Eglise et la position de notre conférence épiscopale, laquelle s'efforce de guider l'Eglise au milieu de la turbulence des flots davantage selon l'esprit que selon les sciences profanes et la politique humaine, ne semblent pas avoir de solutions pour des problèmes si difficiles (9). Nous sommes dans une situation difficile, mais nous mettons notre foi et notre confiance dans le Seigneur Jésus, Prince de la paix et Maître de l'histoire.

(Traduction DIAL de l'américain)

3 - Conférence publique du Père César Jérez, jésuite, de l'Université centro-américaine de Managua, lors des journées du Katholikentag d'Aix-la-Chapelle, en République fédérale allemande, des 10 au 14 septembre 1986

MON EXPÉRIENCE AU NICARAGUA

par César Jérez, s.j.

Introduction

Dans cette présentation qui sera nécessairement brève, je vais m'efforcer de donner les principaux traits que, comme chrétien et homme d'Eglise, j'ai expérimentés dans le Nicaragua d'aujourd'hui.

Le sujet du Nicaragua et de son contexte centro-américain fait actuellement l'objet des mêmes discussions à Washington ou Sidney, à México ou Aix-la-Chapelle, avec une identique polarisation partout.

1) Certains abordent le sujet dans le cadre de l'affrontement Est-Ouest, en voyant l'Amérique centrale en général et le Nicaragua en particulier aux mains de l'ennemi traditionnel de l'Occident: le marxisme-léninisme athée dirigé depuis La Havane ou depuis Moscou.

2) D'autres croient que les Etats-Unis ne peuvent permettre dans leur voisinage l'exemple d'un pays petit et périphérique qui prétend réaliser une profonde révolution sociale, en échappant à la domination traditionnelle des Etats-Unis sur l'aire centro-américaine. Le conflit revêt une caractéristique Nord-Sud.

3) Il y en a d'autres, considérant ce qui se passe actuellement au Nicaragua et faisant abstraction des influences ou des pressions extérieures, qui pensent qu'on assiste au renforcement d'une dictature sous la direction de neuf commandants et avec le soutien d'un parti fort qui n'hésite aucunement à violer les droits de l'homme individuels ou collectifs, qui persécute l'Eglise catholique et les autres Eglises.

4) Pour d'autres il s'agit d'une révolution humaniste, inspirée par le nationalisme d'Augusto César Sandino, le socialisme latino-américain non dogmatique et le catholicisme ouvert issu du concile Vatican II et passé par les conférences épiscopales de Medellin et de Puebla. Une révolution qui prend au sérieux l'apparition d'un nouveau sujet historique: les masses pauvres et dépossédées au Nicaragua, en Amérique centrale et en Amérique latine. Une révolution qui s'efforce de concrétiser, dans le cadre de limitations nombreuses, ce qu'en Amérique latine on a appelé "le choix prioritaire des pauvres".

[9] Ce paragraphe n'est pas très compréhensible. La traduction non plus par conséquent [NdT].

J'ai essayé de caractériser quatre visions qui s'opposent mais se mélangent dans la réalité. Cette caractérisation nous permet d'y voir plus clair, tout en risquant de nous conduire à des simplifications qui ne permettent guère d'acquérir une vision correcte du problème et qui peuvent encore moins nous ouvrir des perspectives concrètes d'action menant à la solution d'une situation complexe et suprêmement doulouseuse.

Après cette introduction pour situer le contexte de mon témoignage, je le diviserai en trois parties: 1) la doulouseuse division à l'intérieur de l'Eglise et l'affrontement avec l'Etat; 2) la nécessité de la tâche apostolique dans la pauvreté et la tension; 3) la nécessité d'un dialogue sérieux et sincère pour nous aider à résoudre les problèmes intérieurs et extérieurs qui nous accablent.

1- La doulouseuse division à l'intérieur de l'Eglise et l'affrontement avec l'Etat

Les révolutions sociales ont le don de diviser profondément les sociétés où elles se produisent. La division passe par les familles, par les organisations, l'Eglise comprise. Dans les moments aigus de division naît une intolérance agressive qui suscite le désir de supprimer l'autre partie, en ne permettant aucun mouvement dialectique susceptible d'aider à sortir de la voie sans issue dans laquelle nous nous trouvons. Nous ne devons pas oublier qu'au Nicaragua l'intolérance mutuelle a été l'une des pires conseillères de l'Eglise. Notre Eglise passe par une phase de division profonde: le dire est un truisme. Discuter de cette division aiguë hors de son contexte risque de ressembler à une gymnastique mentale stérile. Quand on vit au Nicaragua, cette division s'expérimente comme une doulouseuse réalité propre à affecter les fibres les plus intimes de la réalité de l'être chrétien-catholique.

Il y a souvent une fausse perception de la division, comme s'il s'agissait d'une division horizontale et non pas plutôt d'une division verticale. L'extrême droite de l'Eglise insiste sur l'existence d'une dite "église populaire", affrontée à la véritable Eglise du Christ. Le dangereux phantasme de l'"église populaire" se présente comme une menace prétendant, moyennant l'infiltration marxiste, détruire l'Eglise hiérarchique. Nous connaissons l'activité multiforme prétendant détruire ce moulin à vent. Ce n'est pas d'une division entre la hiérarchie et quelques prêtres et le peuple dont il est question. C'est bien plutôt le fait que nous avons d'un côté, des évêques, des prêtres, des religieux et des fidèles, et que nous retrouvons de l'autre côté le même type de personnes. L'existence de ce que j'appelle une division verticale s'expérimente quand on vit au Nicaragua et qu'on a à faire honnêtement avec les acteurs à l'oeuvre dans le drame.

Une partie de l'Eglise considère qu'elle doit rassembler ses forces pour faire face à un gouvernement dictatorial, ennemi de l'Eglise, tandis que l'autre partie prétend qu'il est possible d'exercer une présence critique dans le mouvement révolutionnaire; en lui ôtant tout ce qui relève du grandiose et du solennel, cette partie considère qu'il est possible d'évangéliser le cœur même d'un tel mouvement.

La division à l'intérieur de l'Eglise n'est pas due à une conception dogmatique et doctrinale, mais bien à une vision politique divergente.

Dans l'affrontement de la part de l'Eglise avec l'Etat, l'autre partie de l'Eglise est accusée d'infidélité aux principes chrétiens fondamentaux et de finir par devenir hypocrite en étant plus obéissante et plus fidèle aux directives de la révolution qu'à celles de l'Eglise.

La partie qui soutient la lutte révolutionnaire considère qu'il n'y a pas de persécution de l'Eglise, mais qu'à une Eglise faisant des choix politiques déterminés il est aussi répondu par des actes politiques pour lesquels il faut souvent payer un coût international très élevé.

Avec une certaine fréquence la révolution nicaraguayenne se débat dans un véritable dilemme: poser, avec la possibilité inhérente d'erreur, des actes ordonnés à sa survie, mais qui risquent indubitablement de ternir l'image de marque internationale d'une révolution qui a voulu être nicaraguayenne et non pas déterminée par tel ou tel courant politique préfabriqué.

2- La nécessité de la tâche apostolique dans la pauvreté et la misère

Qui vit au Nicaragua fait l'expérience de la tension engendrée par la division et l'affrontement évoqués au paragraphe précédent. A la tension qui naît de la situation intérieure il faut ajouter les conditions objectives de pauvreté qui viennent l'alourdir.

Face à cette réalité diverses interprétations sont proposées, dont certaines déjà évoquées. On dit aussi que ce sont les sandinistes qui ont provoqué cette tension et cette pauvreté par suite des choix idéologiques qu'ils ont faits et de leurs erreurs répétées dans la gestion de l'économie, dépourvue de planification appropriée. Ceux qui avancent cette interprétation oublient malheureusement un fait fondamental de ce qui se passe au Nicaragua: ce pays s'est vu imposer de l'extérieur, par le gouvernement actuel des Etats-Unis, une "guerre de basse intensité" (10) dont le but est de détruire la révolution nicaraguayenne en finançant la guerre contre la révolution, en obtenant l'approbation officielle de la Chambre des représentants et du Sénat des Etats-Unis pour asphyxier lentement le Nicaragua d'aujourd'hui.

Il est évident que le gouvernement des Etats-Unis ne parie pas sur un seul cheval dans cette course; il a étudié et mesuré les conséquences d'une intervention directe; pour le moment il a choisi la voie de l'usure, dans l'intention de provoquer un mécontentement social, en achetant la dignité des gouvernements voisins pour qu'ils s'opposent systématiquement à ce que vive la révolution nicaraguayenne (11). La révolution a répliqué en dépensant ses ressources humaines et matérielles pour survivre. Ce sont plus de 30.000 paysans nicaraguayens qui ont été tués; plus de la moitié du budget national est appliqué à la défense. La destruction dans les zones de guerre est une chose absurde.

En dépit des erreurs commises, la révolution nicaraguayenne a, compte tenu de sa modestie et de sa petitesse, suscité un attachement qui mobilise la solidarité internationale. Après que le gouvernement actuel des Etats-Unis eut obtenu l'approbation d'un crédit de 27 millions de dollars pour la contre-révolution, le "Centre Don Qui-chotte" de Washington a lancé une campagne pour rassembler la même somme en médicaments, aliments et autres produits de première nécessité pour le peuple nicaraguayen; il prépare actuellement la campagne des 100 millions de dollars pour contrebalancer ce crédit récemment approuvé.

Le Nicaragua est rempli d'hommes et de femmes de bonne volonté de très nombreuses parties du monde, la majorité étant probablement constituée de citoyens des Etats-Unis qui s'emploient à ce que survive le Nicaragua.

Pour terminer ce point, rappelons ce qui s'est passé sur le plan international avec la cause du Nicaragua: à la Cour internationale de La Haye, au Conseil de sécurité des Nations-Unies, au Groupe de Contadora et au Groupe de Lima, avec le Marché commun européen, etc. Quand le cas a été présenté, c'est une victoire morale quasi unanime qui a été obtenue.

[10] Nouveau concept stratégique élaboré par les milieux du Pentagone au cours des dernières années pour cerner, à la lumière de la guerre du Vietnam, les contours des foyers actuels de guerre et les modalités de l'intervention directe ou indirecte des Etats-Unis [NdT].

[11] Sur l'opposition systématique des Etats-Unis à une réussite de la diplomatie du Groupe de Contadora, cf. DIAL D 1107 et 1116 [NdT].

3- La nécessité d'un dialogue sérieux et sincère

Les premiers pas à franchir pour sortir de cette situation angoissante seraient de parvenir à un dialogue sans préjugés à l'intérieur de l'Eglise. Pour nous c'est un défi que de surmonter chrétinement la division actuelle, pour éviter de plus grandes catastrophes qu'il nous faudrait déplorer, mais trop tard. L'Eglise dispose de mécanismes appropriés pour surmonter cette division: la médiation du Saint-Siège, un synode national préparé par des synodes diocésains, la médiation intelligente de diverses conférences épiscopales, etc.

Le dialogue direct avec l'actuel gouvernement nord-américain, afin de pouvoir discuter les véritables points de conflit; et non pas chercher à forcer le dialogue avec la contre-révolution, comme si l'intervention directe du gouvernement des Etats-Unis n'était pas déterminante dans le conflit.

Ce sont là les voies que nous devons rechercher pour pouvoir vivre pacifiquement au Nicaragua. Jusqu'à présent, suite aux conversations de Manzanillo entre le gouvernement du Nicaragua et le gouvernement des Etats-Unis, il n'y a eu, de la part de la plus grande puissance mondiale, que mépris devant toute tentative du Nicaragua: ce pays n'a pas accès aux plus hauts fonctionnaires des Etats-Unis.

Conclusion

Je sais parfaitement que, pour des raisons de temps, j'ai dû me limiter à des considérations générales sur les points les plus saillants de mon expérience de vie au Nicaragua. Dans la discussion qui va suivre, ces aspects peuvent être abordés plus en profondeur. Il est également possible de discuter davantage sur des sujets controversés tels que:

- 1) Insister davantage sur le contexte centro-américain et son influence dans la question nicaraguayenne: que se passe-t-il en El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Costa Rica?
- 2) Qu'en est-il de la violation des droits de l'homme: expulsions, fermeture d'un journal, etc;?
- 3) Insister davantage sur les erreurs commises par la révolution?
- 4) Un dialogue est-il possible, de la part de l'Eglise, sans qu'elle y perde une part de son identité?
- 5) Quel est l'avenir de la révolution nicaraguayenne?
- 6) Quelle est la présence cubaine, quelle est la présence soviétique au Nicaragua?

La liste des questions et des sujets peut s'allonger à l'infini. J'ai cherché à souligner les points centraux de mon expérience. Puisse la discussion ouverte ne pas nous conduire à une polarisation stérile!

(Traduction DIAL de l'espagnol)

Abonnement annuel: France 310 F - Etranger 370 F - Avion 450 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441